

**Dans la même série :**

*Le siècle des communismes*, Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudie Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal, Serge Wolikow (dir.), 2000 ; Le Seuil, 2004.

*Le siècle des féminismes*, Éliane Gubin, Catherine Jacques, Florence Rochefort, Brigitte Studer, Françoise Thébaud, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), 2004.

Sous la direction de  
Pietro Causarano, Valeria Galimi, François Guedj,  
Romain Huret, Isabelle Lespinet-Muret, Jérôme Martin,  
Michel Pinault, Xavier Vigna, Mercedes Yusta

# LE XX<sup>e</sup> SIÈCLE DES GUERRES

---

Tous droits réservés

© Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2004

*Imprimé en France*

ISBN 2-7082-3762-4

*Printed in France*

DE L'ATELIER  
LES ÉDITIONS  
  
Les Éditions Ouvrières  
12 avenue Sœur Rosalie  
75013 Paris

certain appellait l'équivalent communiste de la pollution institutionnelle et idéologique nazie<sup>68</sup>. En empilant ainsi les débris récents du communisme sur les restes du Troisième Reich, il sembla à un moment donné que les deux systèmes si différents deviendraient identiques et même que les injustices les plus récentes de celui-ci réussiraient à masquer les crimes de celui-là. On avait l'impression qu'en purgeant les communistes, accusés d'avoir persécutés des Allemands, la République fédérale cherchait à compenser son manquement à poursuivre les tueurs nazis d'un nombre infiniment supérieur de « non-Allemands », de « non-Aryens », de « marginaux » et de « malsains ». Mais cette dernière tentative de domestiquer l'état de victime et de l'utiliser à des fins politiques fut elle aussi vouée à l'échec. Un nouveau débat sur la complicité de la population allemande dans le génocide des juifs démontra à quel point l'Holocauste restait ou plutôt devenait le point de départ crucial de toute tentative de construction d'une identité allemande moderne ancrée dans l'histoire.

Il n'existe aucun consensus sur la place et l'importance de l'Holocauste dans l'histoire allemande. Mais il n'est plus possible d'imaginer le débat sans prendre en compte cet événement. En effet, la controverse allemande autour du livre de Daniel Jonah Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, dépasse largement les événements de l'Holocauste ; le débat est au fond suscité par la question des fondements d'une culture qui a fini par produire un génocide<sup>69</sup>. Le public a été obligé d'accepter non seulement l'horreur des massacres commis par des « hommes ordinaires », voire des Allemands, mais aussi de s'interroger sur les liens entre l'Holocauste et des aspects glorieux du passé qui avaient été utilisés comme points de référence positifs dans la création d'une nation post-nazie. La conceptualisation de l'identité allemande comme expression de son histoire nationale fut menacée par l'idée selon laquelle la culture allemande était déjà imprégnée d'antisémitisme et qu'elle avait déjà développé, bien avant l'apparition d'Hitler, des idées d'« élimination » et des tendances au génocide. Ceci explique l'affirmation du sociologue Jürgen Habermas selon laquelle l'identité allemande ne doit pas se fonder sur le passé, mais plutôt sur la loyauté à sa constitution démocratique<sup>70</sup>. Ceci explique également l'approbation générale lors de la sortie du journal de Victor Klemperer<sup>71</sup>. Juif allemand patriote et converti, Klemperer a réussi à rester en Allemagne pendant les douze ans où Hitler fut au pouvoir, en grande partie grâce à sa femme « aryenne ». Le journal, publié à titre posthume et composé de récits du quotidien, révéla les complexités et les préjugés de la société allemande, tandis que le récit simpliste de Goldhagen les avait dissimulés. De plus, l'adhésion de Klemperer à la culture allemande, malgré son vécu, combla un besoin profond des lecteurs allemands contemporains car, paradoxalement, la fierté de la culture allemande venait d'être légitimée par un représentant de ceux qui en avait été brutalement démunis. Il est certain que le journal de Klemperer montre de façon très détaillée la pénétration des idées nazies dans la société et la marginalisation progressive des juifs allemands bien avant l'Holocauste. De ce point de vue, son récit aurait pu provoquer une honte profonde, car son refus d'abandonner la seule chose que l'on ne pouvait pas lui retirer, la fierté de son identité, nous parle plus de son propre courage que des vertus de la société allemande. On a accordé moins d'importance à cet aspect du journal. Chacun voit la honte et la gloire à sa manière.

## Chapitre 35

### L'historiographie allemande face à la « catastrophe originelle » du XX<sup>e</sup> siècle

par Nicolas Beaupré\* et Benoît Majerus\*\*

En octobre 2003, est parue en Allemagne une vaste encyclopédie de la Première Guerre mondiale<sup>1</sup>. L'entreprise encyclopédique traduit généralement la volonté de faire le point sur un champ de recherche après qu'il a été renouvelé. C'est le cas pour les études consacrées à la Grande Guerre, en Allemagne. Si ces recherches n'ont pas le caractère proprement continental des études sur le second conflit mondial, le nazisme et la Shoah, et si les résultats de l'historiographie allemande de la guerre de 1914-18 sont peu connus en France, il n'en demeure pas moins que cette historiographie est foisonnante, dynamique et qu'elle produit des résultats remarquables. De plus, elle a souvent servi de laboratoire pour les nouveaux paradigmes de recherches en Allemagne<sup>2</sup>.

Nous tenterons de retracer ici la généalogie des approches nouvelles qui ont redynamisé un champ longtemps dominé par les thèmes politico-économiques. La puissante histoire sociale allemande, l'histoire du quotidien, l'histoire intellectuelle et plus récemment l'histoire culturelle ont notamment irrigué les études sur la Grande Guerre.

Nous tenterons également de réfléchir sur le dialogue établi avec les autres historiographies nationales, ainsi que sur les nouveaux objets et nouvelles perspectives de recherches pour l'historiographie allemande, dans son propre cadre national, mais aussi dans un cadre davantage transnational<sup>3</sup>.

\* Post-doctorant au Centre Marc Bloch, Berlin.

\*\* Attaché de recherches CEGES, Bruxelles.

## Une historiographie qui prolonge la guerre au-delà du traité de Versailles

Dès 1914, la guerre devient l'enjeu d'un conflit d'interprétations où les belligérants se livrent un combat acharné. Pour gagner ce combat, aussi bien les puissances centrales que les Alliés expriment leur volonté d'écrire cette histoire en utilisant les méthodes d'une science historique fortement teintée de positivisme, démontrant par là le prestige dont est toujours gratifiée la discipline. La question des franc-tireurs belges et des atrocités allemandes en Belgique et au nord de la France conduisent déjà pendant la guerre à un échange d'écrits qui s'essaient à établir la « vérité » sur ces premières semaines de l'occupation (voir chapitres 1 et 7). Ces travaux s'inscrivaient dans une guerre de propagande tout en revendiquant la scientificité de leur méthode ; des universitaires, dans les deux camps, s'impliquèrent directement dans la rédaction de ces textes<sup>4</sup>.

La défaite de l'Allemagne et le traité de Versailles relancent l'effort historiographique qui s'écrit et s'inscrit pleinement dans le contexte d'une histoire au service de la cause nationale. L'article 231 du traité de paix affirme que « [l']Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés ».

Démontrer l'inanité de ce paragraphe et ainsi discréditer le « traité de la honte » (*Schandvertrag*) est l'une des principales tâches que s'assignent les historiens pendant les années 1920 et 1930. La responsabilité de l'Allemagne est, selon nombre d'historiens nationalistes ou plus largement officiels, ni plus, ni moins que la version des vainqueurs qu'il s'agit de combattre scientifiquement, notamment par la publication de documents d'archives tendant à administrer la preuve du contraire. L'autre fil rouge du questionnement est la nécessité de comprendre la défaite<sup>5</sup>. La légende du « coup de poignard dans le dos » (*Dolchstoß*)<sup>6</sup> acquiert ainsi dans l'écriture de l'histoire de la guerre un statut quasi-interprétatif. Dès lors, cette historiographie poignarde la République de Weimar dans le dos en mettant en cause un de ses éléments fondateurs : la révolution allemande de novembre 1918. Le troisième sujet de prédilection de cette « historiographie » est la théorie de l'encerclement : l'Allemagne aurait été assiégée par les grandes puissances et aurait donc été obligée de se défendre.

Les historiens et publicistes allemands – l'histoire de la Grande Guerre en Allemagne comme ailleurs est écrite aussi en grande partie par des historiens non professionnels (essayistes, écrivains, anciens combattants ou officiers supérieurs, hommes politiques...) – s'efforcent avec ces documents de démontrer « l'innocence » de l'Allemagne dans le déclenchement du conflit et se retrouvent dans une position nettement défensive : défense de « l'honneur de l'armée allemande »<sup>8</sup> en particulier et du pays tout entier en général.

L'un des lieux phares de cette politisation du passé est le *Reichsarchiv*, les archives nationales de l'Allemagne. Ses collaborateurs, tous fortement imprégnés par l'empire wilhelminien, développent un large éventail de publications (éditions de sources, historiques régimentaires, films, albums de photographies, ouvrages pour le grand public...) qui ont une large diffusion et exercent ainsi une influence non négligeable.

L'une des collections les plus populaires, *Der Weltkrieg 1914-1918*, illustre bien la manière d'écrire cette histoire, bataille par bataille. Évoquer les engagements les uns après les autres permet de parler de « victoires allemandes » et d'éviter de se pencher plus avant sur le résultat final de la guerre. *De facto*, la première année de guerre, celle des grandes avancées, est très largement sur-représentée avec 40 % du volume total des publications ; *a contrario*, l'année 1918 rassemble à peine 11 % de la série<sup>9</sup>.

Toutefois, l'histoire allemande de l'entre-deux-guerres ne se limite pas – même si elle est largement majoritaire – à une histoire antirépublicaine et nationaliste. Deux courants prennent à contre-pied ces interprétations. D'une part, dans le cadre de la série de la *Dotation Carnegie pour la paix internationale*, une trentaine de livres sont consacrés à l'Allemagne. Quelques-uns des auteurs avaient été engagés directement dans l'effort de guerre allemand et la série allemande n'échappe pas entièrement au contrôle des autorités officielles. Néanmoins, ces travaux, rédigés dans un cadre interdisciplinaire, se distinguent par leur grande qualité et abordent des thématiques que l'on redécouvre aujourd'hui : guerre et jeunesse, guerre et criminalité, etc.<sup>10</sup> D'autre part, quelques historiens, certes marginaux dans le monde universitaire de la république de Weimar mais amenés à exercer une influence à long terme, amorcent un travail critique sur les dernières années de l'Empire allemand. Leur figure de proue est sans doute Eckart Kehr, auteur d'une histoire sociale critique de la politique militaire et des groupes de pression, annonçant des sujets à la mode dans les années 1970<sup>11</sup>. Kehr devient ainsi en quelque sorte le précurseur des travaux de Fritz Fischer.

Les années du nazisme voient les thèses nationalistes largement élaborées dans les années de Weimar, voire lors des années de la guerre elle-même, intégrer une approche raciale, sans qu'on assiste véritablement à la naissance de nouveaux paradigmes d'explication<sup>12</sup>. Le *Dolchstoß* acquiert ainsi un monopole interprétatif.

Après 1945, la Grande Guerre est occultée par les douze années de national-socialisme et le second conflit mondial. Elle intéresse sensiblement moins. De plus, un certain consensus européen semble se répandre, consensus d'autant plus utile politiquement qu'il fallait arrimer la République Fédérale d'Allemagne à l'Ouest. En 1951, une conférence franco-allemande sur les manuels scolaires se conclut sur une formule bien éloignée de l'article 231 du traité de Versailles : « Les documents ne permettent pas l'affirmation qu'un gouvernement particulier ou un peuple particulier aurait décidé de vouloir une guerre européenne »<sup>13</sup>. Cette thèse allait être remise en question par un historien allemand qui, cette fois, renversant la perspective, mit l'accent sur les responsabilités de son pays.

## De la première « querelle des historiens » à l'histoire du quotidien

Fritz Fischer<sup>14</sup>, par un article publié en 1959 puis par son ouvrage *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918*, lança une polémique qui devait durer une bonne dizaine d'années<sup>15</sup> ; il s'attaquait en fait aux continuités entre l'histoire nationaliste des années 1920 et 1930 et celle des années 1950 et 1960<sup>16</sup>. Délaissant la question de la sortie de guerre et de la défaite, il concentre son attention sur l'autre question majeure héritée de l'historiographie des années 1920 et 1930, celle des

